



20.022

**Agrarpolitik ab 2022
(AP 2022 plus)****Politique agricole à partir de 2022
(PA 2022 plus)***Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.21 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.21 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
(= Sistierung der Vorlagen 1 bis 3)

Antrag der Minderheit

(Baumann, Badran Jacqueline, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Lüscher, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Ablehnung der Sistierung

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats
(= Suspendre l'examen des projets 1 à 3)

AB 2021 N 491 / BO 2021 N 491

Proposition de la minorité

(Baumann, Badran Jacqueline, Bendahan, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Lüscher, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Refuser la suspension

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Réunie le 2 février 2021, la Commission de l'économie et des redevances a procédé à l'examen des projets soumis par le Conseil fédéral dans son message du 12 février 2020 relatif à l'évolution future de la politique agricole à partir de 2022, appelée PA 2022 plus. Dans ce message, le Conseil fédéral propose au Parlement des projets de modification de la loi sur l'agriculture, de la loi sur le droit foncier rural et de la loi sur les épizooties, ainsi que l'arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2022 à 2025.

Le Conseil fédéral entend améliorer les conditions générales aux plans du marché, de l'exploitation et de l'environnement dans la PA 2022 plus. L'objectif consiste à doter l'agriculture et le secteur agroalimentaire des moyens qui leur permettront d'augmenter la valeur ajoutée sur le marché, de renforcer l'efficacité des exploitations et de continuer à réduire l'impact environnemental et la consommation des ressources non renouvelables.

Les dernières modifications législatives d'envergure ont été apportées en 2013 grâce à la Politique agricole 2014–2017. Selon le Conseil fédéral, des adaptations sont nécessaires à cause des mutations que connaît notre environnement, en raison notamment du changement climatique, des progrès technologiques et de l'évolution des attentes de la société, qui représentent de nouveaux défis pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire.



Le Conseil fédéral mentionne que les objectifs visés ont pu être atteints dans différents domaines. Toutefois, des lacunes subsistent dans certains domaines. Il faut prendre des mesures notamment pour réduire l'impact environnemental et le ramener à un niveau acceptable pour les écosystèmes.

Je n'entrerai pas dans le détail des mesures qui sont proposées, puisque nous parlons aujourd'hui de la suspension de cet objet. A ce propos, le Conseil des Etats s'est prononcé le 14 décembre 2020 en faveur de la suspension de la PA 2022 plus, par 28 voix contre 16 et aucune abstention.

La majorité de la commission se rallie aux arguments avancés par le Conseil des Etats. Elle souligne notamment que la PA 2022 plus entraînerait une baisse du taux d'autoapprovisionnement, ce qui irait à l'encontre de l'objectif fixé à l'article 104a de la Constitution. Elle relève également d'autres conséquences négatives: les revenus du secteur agricole chuteraient, de précieuses terres agricoles seraient perdues, les importations augmenteraient, tout comme la charge administrative qu'auraient à supporter les exploitants agricoles.

Vu la difficulté d'appréhender la cohérence de la stratégie proposée, la majorité de la commission considère qu'il serait judicieux d'établir un état des lieux exhaustif, comme le demande la CER-E dans son postulat 20.3931. La majorité rappelle que le Parlement a déjà pris des mesures pour réduire l'emploi de produits phytosanitaires et les pertes d'éléments fertilisants dans le cadre de l'initiative parlementaire 19.475, "Réduire le risque de l'utilisation de pesticides", et qu'il n'est donc pas urgent d'intervenir à nouveau sur ces points.

La majorité de la commission insiste notamment sur les points suivants. Premièrement, l'initiative parlementaire instituant des trajectoires de réduction des risques liés aux produits phytosanitaires et des pertes des éléments fertilisants permet de répondre rapidement aux problèmes actuels et constitue un contre-projet indirect, même si ce n'est pas formellement le cas, aux initiatives populaires extrêmes, antiagricoles, que le Conseil fédéral et la majorité du Parlement recommandent de rejeter.

Deuxièmement, la politique agricole actuelle constitue une base solide qui a fait ses preuves et qui est soutenue par notre population et par le secteur agricole. Elle n'a d'ailleurs jamais fait l'objet d'une évaluation formelle et détaillée et elle peut être en tout temps adaptée par ordonnance, ce qui est le cas chaque année.

Troisièmement, indépendamment de notre volonté et en fonction des perturbations dues au Covid-19, il est d'ores et déjà impossible de mettre en place une nouvelle politique agricole au début 2022. La suspension ne pourrait être que de deux à trois ans.

Quatrièmement, la stratégie de plus-value sur les marchés proposée pour compenser les augmentations de coûts engendrées par les mesures envisagées paraît très inconsistante et dépendante de la bonne volonté du secteur privé. Elle ne comporte quasiment aucune mesure concrète.

Cinquièmement, les adaptations envisagées au niveau du droit foncier rural pourraient à terme affaiblir le statut des exploitations agricoles familiales et augmenter l'endettement de l'agriculture suisse.

Sixièmement, l'objectif de simplification administrative ne se concrétisera pas; au contraire, la bureaucratie sera, que ce soit au niveau des cantons ou des exploitations agricoles, en augmentation.

Septièmement, le postulat 20.3931 qui accompagne cette suspension offre des opportunités intéressantes, permettant à notre pays de jouer un rôle de pionnier et de garder son avance sur la politique agricole européenne communautaire. La prise en considération, par exemple, des cycles d'éléments comme l'azote et le phosphore, de manière globale, de la production indigène et importée jusqu'aux stations d'épuration, est aussi une approche nécessaire.

Huitièmement, la Politique agricole à partir de 2022 ne donne pas de perspectives d'avenir à l'agriculture. Il est prévu que le revenu sectoriel diminue, par rapport au maintien de la politique agricole actuelle, de 265 millions de francs, soit d'environ 8 pour cent. Le Conseil fédéral a annoncé une augmentation du revenu agricole de 18 pour cent, mais en prenant comme référence l'année 2018, ce qui est assez surprenant. L'augmentation du revenu agricole ne se ferait les dernières années qu'en fonction de l'évolution des structures; un gâteau plus petit à partager, avec pour conséquence que le revenu du travail des familles paysannes serait en diminution – alors que leur salaire est déjà plus faible que la moyenne.

Neuvièmement, la PA 2022 plus tient insuffisamment compte du nouvel article constitutionnel 104a sur la sécurité alimentaire, en particulier des affirmations du Conseil fédéral dans le cadre des débats sur cet article, qui soutenait la volonté de conserver un taux d'autoapprovisionnement brut en Suisse de l'ordre de 60 pour cent. Elle crée une distorsion entre les exigences envers la production indigène et les exigences envers les produits importés sans apporter de propositions d'amélioration, par exemple au niveau de la déclaration des produits.

Il y a une minorité Baumann. Elle regrette la suspension des débats sur la PA 2022 plus, considérant que le Parlement laisse ainsi passer une opportunité. Selon cette minorité, le message du Conseil fédéral, qui aborde les aspects économiques, écologiques et sociaux, constitue une base solide sur laquelle fonder des discussions importantes, et qu'il est impératif de mener dès à présent, sur l'orientation de la politique agricole.



Refuser cette discussion reviendrait à priver l'agriculture de perspectives et le report des débats affecterait l'ensemble du secteur. La minorité estime enfin que la suspension retarde tout le processus.

Enfin, la commission a décidé, sans opposition, de déposer un postulat complétant par deux points supplémentaires le postulat 20.3931 du Conseil des Etats, "Orientation future de la politique agricole". Le premier de ces points est la promotion et le soutien de la vente directe et des circuits courts. Le second concerne les mesures visant à diminuer le gaspillage.

En conclusion, je vous demande de suivre la commission qui a décidé, par 14 voix contre 11, de soutenir la suspension de la PA 2022 plus.

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Am 12. Februar 2020 hat der Bundesrat die Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik ab 2022 zuhanden des Parlamentes verabschiedet. Damit beantragt der Bundesrat, die agrarpolitischen Rahmenbedingungen in den Bereichen Markt, Betrieb und Umwelt anzupassen. Mit dieser Vorlage sollen drei Gesetze revidiert werden: das Landwirtschaftsgesetz, das

AB 2021 N 492 / BO 2021 N 492

Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht und das Tierseuchengesetz. Der Bundesrat beabsichtigt mit dieser Vorlage, die gesetzgeberischen Grundlagen dem veränderten Umfeld anzupassen. Insbesondere sollen gemäss Bundesrat die Wertschöpfung am Markt und die betriebliche Effizienz erhöht und die Umweltbelastung reduziert werden.

Im Wesentlichen beantragt er Folgendes: Senkung der Stickstoff- und Phosphorverluste, einen Sozialversicherungsschutz für Ehepartnerinnen und Ehepartner sowie eingetragene Partnerinnen und Partner des Liegenschaftsbewirtschafters, höhere Ausbildungsanforderungen, Begrenzung der Direktzahlungen pro Betrieb, Neugestaltung des ökologischen Leistungsnachweises in Bezug auf den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln, Anpassung des Direktzahlungssystems, Unterstützung einer Ernteversicherung, Unterstützung von Strukturverbesserungen in Bezug auf innovative Technologien, Unterstützung von Pilot- und Demonstrationsprojekten und zu guter Letzt auch Transparenz bei Nährstofflieferungen.

Zudem beantragt der Bundesrat, das Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht anzupassen, dies insbesondere im Bereich der juristischen Personen. Zudem soll im Gewässerschutzgesetz die maximale Zahl der Düngergrossvieheinheiten von heute 3,0 pauschal auf 2,5 pro Hektare reduziert werden. Als Letztes soll das Tierseuchengesetz angepasst werden, indem der Zweckartikel an die heutige Situation adaptiert wird.

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben unseres Rates hat sich am 2. Februar dieses Jahres mit dieser Vorlage befasst. Der Ständerat hat diese Vorlage bereits am 14. Dezember 2020 behandelt. Er hat mit 28 zu 16 Stimmen beschlossen, diese Vorlage zu sistieren. Im Wesentlichen ist dies damit begründet worden, dass zuerst Klarheit herrschen müsse, was mit den beiden Volksinitiativen – der Trinkwasser-Initiative und der Pestizid-Initiative – geschehe. Der Ständerat hat zu diesen Initiativen nicht einen Gegenvorschlag, aber ein anderes Projekt lanciert, um vorwärtszumachen und um vor allem den heute bestehenden Absenkpfad ins Gesetz aufzunehmen. Die parlamentarische Initiative 19.475, die wir gerade vorhin behandelt haben, ist dann mit Elementen aus der Vorlage Agrarpolitik 2022 plus angereichert worden.

Gleichzeitig hat der Ständerat das Postulat 20.3931 angenommen. Er verlangt damit vor allem die Prüfung folgender Aspekte:

1. Massnahmen zur Aufrechterhaltung des Selbstversorgungsgrades;
2. Erweiterung der Agrarpolitik in einer gesamtheitlichen Politik für gesunde Ernährung und nachhaltige Lebensmittelproduktion;
3. Schliessung der Kreisläufe aller Nährstoffe über die gesamte Wertschöpfungskette;
4. Reduktion der Wettbewerbsverzerrungen zwischen Inlandproduktion und Importen.

Die Mehrheit unserer WAK hat sich der Argumentation des Ständerates angeschlossen und beantragt Ihnen, die Vorlage zu sistieren. Sie hat aber weitere Kritikpunkte an dieser Vorlage angeführt. So hat sie kritisiert, dass die Datengrundlagen für die Beurteilung der Umweltziele aus dem Jahr 2013 stammen und somit bei Weitem nicht mehr aktuell sind.

Ein grosser Kritikpunkt ist auch, dass mit dieser Vorlage der Selbstversorgungsgrad von heute rund 60 Prozent auf rund 52 Prozent gesenkt würde. Dies würde bedeuten, dass sich fast jede zweite Person in der Schweiz mit Nahrungsmitteln aus dem Ausland versorgen müsste. In diesem Zusammenhang wurde auch kritisiert, dass die Auflagen an die Nahrungsmittelproduktion in der Schweiz laufend steigen würden, während es bei den Importprodukten keine Rolle spiele, wie z. B. pflanzliche Produkte oder Fleischprodukte produziert würden. Die Spiesse zwischen Inlandproduktion und Importprodukten wären immer ungleich lang. Zudem stehe diese Entwicklung in krassem Widerspruch zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit", die von der Schweizer



Bevölkerung mit über 78 Prozent angenommen wurde.

Weiter wird geltend gemacht, dass ein Teil der Vorlage aus der AP 2022 plus herausgebrochen und in die parlamentarische Initiative 19.475, "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", eingepflanzt worden sei. Die Regelung sei aber eben nicht dieselbe, wie sie der Bundesrat vorgeschlagen hat, weshalb eine undurchsichtige Situation entstehe.

Die Gegner der Sistierung, also die Minderheit Baumann, möchten diese Vorlage jetzt beraten. Sie argumentieren, die Herausforderungen an die Land- und Ernährungswirtschaft seien gross, weshalb es jetzt Anpassungen brauche. Eine Verzögerung sei weder nötig noch hilfreich. Die Gründe, warum man die Agrarpolitik weiterentwickeln müsse, seien augenfällig. Man müsse jetzt die anstehenden Herausforderungen diskutieren und nicht noch weiter zuwarten.

Aufgrund dieser Diskussion hat die WAK unseres Rates folgende Beschlüsse gefasst.

Erstens beantragt sie Ihnen mit 14 zu 11 Stimmen, die Vorlage zur AP 2022 plus zu sistieren. Sie beantragt Ihnen somit, dem Ständerat zu folgen.

Zweitens hat die WAK unseres Rates das Postulat 21.3015 als Kommissionspostulat beschlossen. Dieses soll das Postulat 20.3931, das bereits vom Ständerat beschlossen wurde, in zwei Ziffern ergänzen:

1. Förderung und Unterstützung von Direktverkauf und kurzen Vertriebswegen;
2. Massnahmen gegen die Lebensmittelverschwendung, z. B. Vorgehen gegen eine übermässige Standardisierung von Obst und Gemüse oder andere Massnahmen, die ins Gesetz aufgenommen werden könnten.

Die Kommission hat einer Ergänzung des Postulates einstimmig zugestimmt.

Im Namen der Mehrheit der Kommission bitte ich Sie, ihrem Antrag zuzustimmen, das Geschäft demzufolge zu sistieren und das Postulat anzunehmen.

Baumann Kilian (G, BE): Geschätzter Kollege Müller, Sie sind ja im Verwaltungsrat des grössten Futtermittelhändlers der Schweiz, eines Konzerns, der mit Importfutter sehr viel Geld verdient. Darf ich Sie fragen: Ist das vielleicht der Grund, wieso Sie diese ökologische Agrarreform so kritisieren und diese Reform nicht möchten? Die Reform würde dazu führen, (*Zwischenruf des Präsidenten: Herr Baumann, eine Frage, nicht noch eine Erklärung!*) dass die Bauern weniger Importfutter kaufen würden.

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Nein, Herr Baumann, das ist eine böswillige Unterstellung, die Sie mir machen. Ich bin fest davon überzeugt, dass diese Vorlage in die falsche Richtung geht. Die Schweizer Bevölkerung sagt mit einer Mehrheit von über 78 Prozent, dass sie die Selbstversorgung verbessern beziehungsweise in diesem Punkt besser werden will; fast vier Fünftel der Bevölkerung sagen das.

Im Parlament wurde damals mehrmals nachgefragt, was der Bundesrat davon halte beziehungsweise wo der Selbstversorgungsgrad liegen solle. Der damalige Bundesrat Johann Schneider-Ammann erklärte hier in diesem Rat, man strebe einen Selbstversorgungsgrad von 60 Prozent an. Das wurde vor der Volksabstimmung hier so erklärt. In diesem Sinn hat das Volk zugestimmt.

Jetzt kommt der Bundesrat mit einer Vorlage und sagt: "Nein, das ist falsch, wir gehen jetzt auf 52 Prozent zurück." Wir verstehen unter Selbstversorgung und nachhaltiger Produktion etwas anderes. So können wir nicht legiferieren, und das versteht auch niemand. Deshalb bin ich felsenfest überzeugt, dass die Vorlage in die falsche Richtung geht.

Noch ein zweites Argument: Mit dieser Vorlage würde das Sektoraleinkommen in der Landwirtschaft um über 260 Millionen Franken oder 8 Prozent gesenkt. Ich als Vertreter einer bäuerlichen Region und auch als ausgebildeter Landwirt kann einer solchen Vorlage aus innerster Überzeugung – es gibt keine anderen Gründe – nicht zustimmen.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Monsieur Müller, la Politique agricole 2022 plus, nous le savons tous, n'est pas satisfaisante. Vous l'avez évoqué en tant que rapporteur, notamment sur la question des revenus agricoles ou des degrés d'autoapprovisionnement. Mais, d'un autre côté, il y a des points importants, comme par exemple la couverture sociale

AB 2021 N 493 / BO 2021 N 493

du conjoint, l'assurance récoltes, ce qui concerne les ressources génétiques. Pensez-vous que, malgré la suspension, vous pourrez mettre sous toit cette politique agricole encore au cours de la présente législature?

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Nun gut, Herr Kollege Bourgeois, den Verlauf vorherzusagen, ist natürlich schwierig. Es gibt wichtige Anliegen, die aufgenommen und diskutiert werden müssen; das ist so. Trotzdem wurden einige wichtige Punkte bereits in die parlamentarische Initiative implementiert.





Der Bundesrat hat jetzt die Gelegenheit, dem Parlament den Zusatzbericht vorzulegen, den die beiden Postulate verlangen. Dann wird sich zeigen, wann dieser Bericht vorliegt und wie schnell das Parlament vorwärtsmacht.

Die Vorlage ist primär beim Ständerat: Er ist Erstrat und wird das Tempo vorgeben. Ob das in dieser Legislatur sein wird, werden wir sehen.

Baumann Kilian (G, BE): Ich bitte Sie, auf alle vier Entwürfe der Agrarpolitik ab 2022 einzutreten. Es ist jetzt absolut der falsche Moment, um die Arbeit zu verweigern.

Als Landwirt vertrete ich diese Position auch ein bisschen stellvertretend für sehr viele Bäuerinnen und Bauern, die diese Weiterentwicklung der Agrarpolitik möchten, damit die bestehenden Probleme gelöst werden und die Landwirtschaft nicht ständig dieser starken Kritik ausgesetzt ist. Aber auch die Verarbeitungsindustrie wie auch der Handel, Gastrosuisse, Hotelleriesuisse, der Schweizer Fleisch-Fachverband, das Schweizerische Konsumentenforum, die Stiftung für Konsumentenschutz, die Kantone usw. möchten diese Reform. Eigentlich möchten alle diese Agrarpolitik ab 2022, ausser der Schweizer Bauernverband.

Die Land- und Ernährungswirtschaft steht in den Bereichen Markt und Umwelt vor grossen Herausforderungen. Wir können die Welt nicht anhalten, wir müssen diese Herausforderungen anpacken. Darum wurden auch mit viel Aufwand und unter Einbezug aller Interessengruppen Instrumente erarbeitet, die jetzt bereit sind, um in der Kommission und im Parlament diskutiert zu werden. Eine Verzögerung ist weder nötig noch hilfreich, sondern schadet dem ganzen Sektor und auch der Gesellschaft. Anders gesagt: Je länger wir warten, umso teurer wird es am Ende.

Für mich stellt sich die Frage, ob ich noch Argumente vortragen soll, wieso wir auf die Agrarpolitik 2022 plus eintreten sollten, oder ob es ohnehin bereits gelaufen ist. Man hat sich ja offenbar zwischen Economiesuisse und Schweizer Bauernverband darauf geeinigt, dass diese Vorlage sistiert wird – im Ständerat wurde das als "Hintertreppendeal" bezeichnet. Der Inhalt des Deals ist scheinbar, dass sich der Schweizer Bauernverband nicht mehr gegen Freihandelsverträge wehrt und der Schweizer Landwirtschaft als Gegenleistung keine neuen Umweltauflagen im Inland gemacht werden. Wenn solche Absprachen da sind, wird eine Diskussion natürlich sehr schwierig, um nicht zu sagen hinfällig.

Die Argumente, wieso wir die Landwirtschaftspolitik weiterentwickeln müssen, sind augenfällig. Aus umwelt- bzw. klimapolitischer Sicht ist klar: Wir möchten die Landwirtschaft nicht ausklammern. Wir isolieren Häuser im Rahmen von Gebäudeprogrammen, wir haben die CO₂-Reduktionsziele bei den Autos usw. Wir können also nicht sagen: "Im Bereich Land- und Ernährungswirtschaft machen wir jetzt mal Pause und diskutieren darüber, ob die Erde vielleicht doch eine Scheibe ist oder nicht."

Wenn wir diese Reform blockieren, erreichen wir die Klimaziele nicht, die der Bundesrat ja gerade erst vorgestellt hat. Oder die Verpflichtungen müssten dann durch andere Wirtschaftszweige erfüllt werden. Aus ökologischen und ökonomischen Gründen können wir die AP 2022 plus nicht einfach aufschieben. Es können aber auch sozialpolitische Gründe ins Feld geführt werden: eine Begrenzung der Abstufung der Direktzahlungen nach Grösse der Betriebe, die mit dieser Agrarreform endlich aufgenommen würde, oder zum Beispiel die soziale Absicherung der Bäuerinnen. Ein grosser Teil der Bäuerinnen ist immer noch nicht sozialversichert. Auch hier wird die Lösungssuche einfach aufgeschoben; allein das ist ein Skandal.

Jetzt noch kurz zum Postulat, das mit dieser Sistierung platziert wurde: Grundsätzlich ist es natürlich toll, dass jetzt auch der Ständerat von ganzheitlicher Ernährungspolitik und nachhaltiger Lebensmittelproduktion spricht. Eine Erweiterung der Agrarpolitik in Richtung Ernährungspolitik heisst zum Beispiel, dass wir uns für die Landwirtschaftspolitik an der Ernährungspyramide orientieren. Für den Bundesrat und die Wissenschaft heisst gesunde Ernährung zum Beispiel, zwei Drittel weniger Fleisch zu essen. Dementsprechend soll also, wenn es nach dem Ständerat geht, die Landwirtschaftspolitik zukünftig gestaltet werden – ein interessanter Ansatz.

Das soll uns aber nicht daran hindern, jetzt in kleinen Schritten vorwärtszugehen und auf die Agrarreform einzutreten. Die Fakten sind klar, beginnen wir jetzt mit der Lösung der Probleme.

Ich bitte Sie, auf die Agrarpolitik 2022 plus einzutreten und den Sistierungsbeschluss des Ständerates abzulehnen.

Nicolet Jacques (V, VD): J'ai le plaisir de vous donner la position du groupe UDC sur la Politique agricole 2022 plus à propos de laquelle le message a été adopté par le Conseil fédéral en février 2020. En préambule, je déclare mes liens d'intérêts: je suis agriculteur et vice-président de l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort.

Si l'on peut saluer quelques points positifs tels que le maintien du cadre financier des mesures de soutien pour



l'agriculture ou la couverture sociale des conjoints travaillant sur l'exploitation, notre parti a très rapidement exprimé son mécontentement sur ce projet de nouvelle politique agricole, le jugeant trop peu ambitieux en termes de valeur ajoutée et excessif en matière de contraintes administratives et agronomiques.

La Politique agricole 2022 plus ne prend pas suffisamment en compte le résultat de la votation de septembre 2017 lors de laquelle le peuple suisse a exprimé à 80 pour cent son vœu de garantir et de renforcer notre sécurité alimentaire, rappelant, si besoin était, que la première mission de l'agriculture est d'assurer à la population de notre pays la production de denrées alimentaires en quantité suffisante et de première qualité. En effet, la concrétisation de certaines mesures proposées dans la nouvelle politique agricole conduirait à un abaissement de notre taux d'autoapprovisionnement de 60 pour cent aujourd'hui à environ 52 pour cent, quand bien même la grande nécessité de bénéficier d'une production de denrées alimentaires de proximité et de façon constante est démontrée quotidiennement durant cette crise sanitaire.

Alors que la question de l'empreinte écologique pour la production et l'acheminement des denrées alimentaires devrait être traitée dans son ensemble, la diminution de la production indigène ne fera qu'augmenter les importations de denrées alimentaires et donc notre empreinte carbone. La Politique agricole 2022 plus telle qu'elle nous est soumise engendrera une baisse du revenu sectoriel de l'agriculture de l'ordre de 265 millions de francs, tout comme elle impactera les acteurs du secteur agroalimentaire de proximité au détriment de la valeur ajoutée et de nombreux emplois.

Alors que les artisans de la terre que nous sommes fournissent déjà d'énormes efforts en matière de biodiversité, je rappelle que les agriculteurs de notre pays consacrent près de 200 000 hectares à la biodiversité – soit près de 20 pour cent des terres de chaque ferme, ou 250 mètres carrés de biodiversité par habitant –, de nouveaux efforts sont encore demandés aux familles paysannes afin de renforcer les prestations écologiques et la biodiversité, sans pour autant que ces efforts soient rémunérés.

L'initiative parlementaire 19.475, "Réduire le risque des pesticides", permettra de prendre les mesures nécessaires pour réduire les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires et pour diminuer les pertes d'éléments fertilisants. Il n'y a donc pas lieu de mettre une pression supplémentaire sur l'agriculture, la suspension de la PA 2022 plus n'empêchant en rien les avancées voulues en la matière.

Je me permets toutefois de rappeler les nombreux efforts entrepris par les agriculteurs ces dernières années. Selon

AB 2021 N 494 / BO 2021 N 494

les données de la Confédération, en agriculture conventionnelle, soit l'agriculture appliquant les prestations écologiques requises, la vente de produits phytosanitaires est passée de 1400 tonnes en 2008 à 800 tonnes en 2019, soit une baisse de plus de 40 pour cent. Parallèlement, la vente d'herbicides a baissé de 42 pour cent, avec une baisse très marquée de 63 pour cent pour le glyphosate. La tendance est inverse pour les phytosanitaires homologués destinés à l'agriculture biologique, les ventes ayant progressé de 55 pour cent, pour un total proche des 1000 tonnes.

Notre groupe n'est pas opposé à une réforme de la politique agricole, et nous sommes persuadés que les agriculteurs sont les premiers à respecter la terre qui les fait vivre et qu'ils sont capables de produire ce que les consommateurs veulent. Mais nous voulons une réforme plus ambitieuse:

- renforçant la production agricole tout en respectant l'environnement, ce qui n'est pas incompatible;
- assurant une juste rémunération pour les produits agricoles, permettant la création de valeur ajoutée pour chaque maillon de la chaîne agroalimentaire;
- garantissant aux consommateurs des denrées alimentaires indigènes, en quantité suffisante et de bonne qualité, dont les pratiques et les méthodes de production respectueuses de l'environnement et des animaux soient garanties;
- permettant aux agriculteurs de vivre prioritairement du produit de leur travail, complété par les contributions pour des prestations publiques fournies, sans être écrasés par les charges administratives;
- offrant au secteur agroalimentaire une production régulière de matières premières de qualité, permettant de transformer, d'apprêter et de commercialiser des denrées alimentaires indigènes dont la traçabilité est garantie;
- assurant à la Confédération une utilisation optimale des fonds publics mis à disposition annuellement dans le budget agricole.

Au nom du groupe UDC, je vous demande donc de suivre la majorité de la commission, afin de suspendre l'examen de la PA 2022 plus et de charger le Conseil fédéral de réviser son projet. Je vous demande également d'accepter le postulat 21.3015 qui demande une orientation de la future politique agricole plus efficiente.



Michaud Gigon Sophie (G, VD): Cher collègue Nicolet, vous êtes la preuve vivante qu'on est prêt à débattre du projet de politique agricole. Vous avez dit ce qui ne vous plaisait pas dans le projet de politique agricole, ce que vous vouliez y voir intégré. Donc pourquoi, comme M. Leo Müller, dites-vous que vous refusez de discuter ce projet alors qu'il s'agit seulement de décider si oui ou non nous entrons en matière pour débattre et si nous sommes prêts à entamer les travaux sur le projet de politique agricole?

Nicolet Jacques (V, VD): Chère collègue Michaud Gigon, lorsque certains projets sont trop en contradiction avec notre vision de l'agriculture, nous estimons qu'il est plus judicieux de les renvoyer au Conseil fédéral. Comme je l'ai évoqué, des avancées et des aménagements pourront être faits d'une part grâce à l'initiative parlementaire que nous venons de discuter, et d'autre part grâce aux motions qui ont été déposées pour améliorer les conditions sociales des conjointes des agriculteurs dans les exploitations agricoles. J'estime donc qu'il est plus judicieux de réviser ce projet, au même titre que le Parlement a souvent révisé et repoussé des projets du Conseil fédéral, notamment en matière d'AVS.

Haab Martin (V, ZH): Seit bald dreissig Jahren besteht das heutige Direktzahlungssystem, welches seine Grundlage in Artikel 104 der Bundesverfassung hat. Direktzahlungen sind eines der zentralen Elemente der Schweizer Agrarpolitik. Sie ermöglichen eine Trennung der Preis- und Einkommenspolitik.

Im Nachgang zu den Uruguay-Runden des Gatt Ende der 1980er-Jahre hat der Bundesrat die Preisstützung der inländischen Agrarprodukte drastisch gesenkt und dabei ein Direktzahlungssystem eingeführt. Der Hauptzweck dieser Direktzahlungen war die Abfederung der wesentlich tieferen Produzentenpreise. Die Preise für Getreide, für Ölsaaten wie Raps und Soja sowie natürlich für Milch und Fleisch halbierten sich für die Bauern innert weniger Jahre. Dazu wurden neue ökologische Anforderungen eingeführt, welche die Bürger und somit die Politik verlangten.

Da diese zusätzlichen Leistungen der Bauern keine Abgeltung am Markt fanden, wurden sie ebenfalls mit dem neuen Direktzahlungssystem vergütet, zum Beispiel eine geregelte Fruchtfolge bei den Ackerkulturen. Sie ist heute für uns Schweizer Bauern eine Selbstverständlichkeit. Die europäische Agrar- und Umweltpolitik träumt heute noch von einem geordneten System der Kulturfolgen, und der Rest der Welt weiss immer noch nicht, wie man Fruchtfolge schreibt. Mindestens 7 Prozent der einzelbetrieblichen Flächen mussten als ökologische Ausgleichsflächen ausgeschieden werden. Zudem wurden die Abgeltung von Hochstammobstbäumen sowie die gesteigerten Anforderungen an die Nutztierhaltung eingeführt.

Alle vier Jahre wurde im Parlament aufs Neue um eine neue, modifizierte AP gefeilscht. Die bürgerlichen Parteien ärgerten sich über gesteigerte Auflagen und mehr administrativen Aufwand, und den links-grünen Parteien waren die neuen Ideen zu wenig ökologisch und zu wenig tierfreundlich. Es wurde immer mehr Geld in die Biodiversitäts- und Nachhaltigkeitsprogramme gesteckt. Man ging weg von der Unterstützung der Nahrungsmittelproduktion hin zu Nice-to-have-Programmen.

Als gutes Beispiel kann man hier die in der AP 2007 beschlossenen Gelder für Raufutter verzehrende Tiere erwähnen. Diese Raufutterbeiträge wurden damals auch für Milchkühe beschlossen, um die Auswirkung der Aufhebung der Milchkontingentierung sowie der Öffnung des Käsemarktes zur EU abzufedern. Acht Jahre später wurden diese Beiträge ersatzlos gestrichen. Das Geld wurde indirekt in die Übergangsbeiträge umgeleitet, welche wiederum für neue Ökologisierungsanliegen verwendet wurden, zum Beispiel für die Landschaftsqualitätsbeiträge oder die GMF-Programme.

Alle vier Jahre stellten alle Beteiligten fest: Die Ziele sind nicht erreicht; die Unzufriedenheit bei den Bauern ist gestiegen und die Unzufriedenheit bei der Gegenseite ebenfalls. Wir machen wieder eine neue Agrarpolitik, und vier Jahre später gehen die Diskussionen wieder von Neuem los.

Wenn sich etwas gezeigt hat in den zurückliegenden knapp dreissig Jahren, dann dies, dass es an der Zeit ist, das System unserer Agrarpolitik grundlegend zu überprüfen. Noch etwas hat sich gezeigt: Die Natur und die Landwirtschaft funktionieren noch lange nicht immer so, wie die Theoretiker in den klimatisierten Büros der Umweltverbände es sich erhoffen. Obwohl unsere Bauern während einem Vierteljahrhundert in der Biodiversitätsförderung, der Extensivierung und der Nachhaltigkeit immer genau das getan haben, was ihnen das BWL, das BAFU, die Umweltwissenschaftler und die Ökologen in den Planungs- und Vernetzungsbüros vorgeschrieben haben, müssen sie sich tagtäglich Vorwürfe gefallen lassen, dass sie zu wenig getan hätten und dass alles das, was sie getan hätten, auch noch falsch sei.

Die Politik gibt unseren Bauern mit dem heutigen System keine Planungssicherheit, welche über einen Zeithorizont von vier Jahren hinausgeht. So kann nachhaltige Agrarpolitik schlicht und einfach nicht funktionieren. Packen wir die Chance der Sistierung der Agrarpolitik 2022 plus beim Schopf. Geben wir dem Bundesrat mit dem Postulat 20.3931 der WAK-S, ergänzt durch das Postulat 21.3015 der WAK-N, den Auftrag, die zukünftigen



tige Ausrichtung der Agrarpolitik klar aufzuzeichnen, dies aus Sicht einer gesamtheitlichen und nachhaltigen Ernährungs- und Landwirtschaftspolitik.

Unterstützen Sie die Sistierung der Agrarpolitik 2022 plus sowie das Postulat der WAK-N, dies zum Nutzen der Bauernfamilien in diesem Land, welche sich auf ihren Betrieben während 365 Tagen im Jahr nach bestem Wissen und Gewissen für eine nachhaltige Nutzung ihrer Höfe, ihrer Tiere und ihres bewirtschafteten Landes einsetzen.

Munz Martina (S, SH): Ökologischer, sozialer und besser auf den Markt ausgerichtet: So würde die Agrarpolitik 2022

AB 2021 N 495 / BO 2021 N 495

plus aussehen. Der Handlungsbedarf in der Landwirtschaft ist gross. Mit höheren Auflagen für Direktzahlungen, mit besseren sozialen Absicherungen der Bäuerinnen, mit den Absenkpfeilen für Nährstoffe und Pestizide sowie mit mehr Tierwohl könnte die Agrarpolitik 2022 plus eine glaubwürdige Antwort auf die anstehenden Herausforderungen der Landwirtschaft sein.

Doch der Schweizer Bauernverband und mit ihm die Mehrheit der Kommission verlangt die Sistierung der Agrarpolitik 2022 plus. Offenbar gefallen die Reformen dem Schweizer Bauernverband nicht, und was ihm nicht gefällt, hat in diesem Saal keine Chance. Allerdings ist die Hälfte der Landwirtschaftsbetriebe bei IP-Suisse, Bio Suisse, Mutterkuh Schweiz, Demeter Schweiz und der Kleinbauern-Vereinigung VKMB organisiert. Diese Organisationen fordern das Parlament auf, die Herausforderungen der Agrarpolitik rasch mit einer neuen Agrarpolitik anzugehen.

Ich bitte Sie deshalb im Namen der anderen Hälfte der Landwirtschaftsbetriebe, die Agrarpolitik 2022 plus nicht zu sistieren. Lassen Sie auch in der Landwirtschaft Entwicklungen zu. Sistierung bedeutet Stillstand, und Stillstand bedeutet Rückschritt. Seit 2014 gibt es in der Landwirtschaft eben keine Entwicklungsschritte mehr. Die Agrarpolitik 2014–2017 wurde 2018 um vier Jahre verlängert, und jetzt soll der Stillstand um weitere vier Jahre verlängert werden. Für die Direktzahlungen wird der gleiche Zahlungsrahmen, aber ohne höhere ökologische Mehrleistungen gewährt. Da braucht es nicht besonders schlaue Bauern, um zu merken, dass sie mit der Sistierung besser fahren. Das Parlament hätte es in der Hand, Druck auf die Agrarreform zu machen. Doch wenn das Parlament der Landwirtschaft den Fünfer und das Weggli gibt, dann wären die Bauern dumm, das nicht zu nehmen. Der Druck auf die Reform fällt damit hingegen weg.

Was erwarten Sie von dem Postulat? Der Erkenntnisgewinn, den Sie aus diesem Bericht ziehen werden, wird vernichtend klein sein, denn Sie wissen jetzt schon, welche Landwirtschaft Sie wollen bzw. nicht wollen. In der Botschaft des Bundesrates zur Agrarpolitik stehen schon alle Rahmenbedingungen bezüglich Ökologie, Markt und Innovationen. So wissenschafts- und berichtsgläubig sind Sie in diesem Rat nicht, dass Ihnen die Grundlagen für den anstehenden Entscheid fehlen würden. Das Postulat ist ein Vorwand, um die Agrarreform auf den Sankt-Nimmerleins-Tag hinauszuzögern.

Falls es Ihnen nicht um eine Verzögerungstaktik geht, müssen Sie die Minderheit II (Bertschy) und die Minderheiten Friedl Claudia unterstützen. Diese Minderheiten wollen den Zahlungsrahmen nur für zwei Jahre bewilligen. Damit würde ein gewisser Druck aufrechterhalten, die Agrarreform anzupacken. Wird hingegen das Geld für vier Jahre gesprochen, heisst das, dass es weitergeht wie bisher. Ich fürchte, auch dem nächsten Parlament wird eine Reform nicht gelingen.

Für die sozialdemokratische Fraktion ist der Entscheid, die AP 2022 plus zu sistieren, inakzeptabel. Mit der Sistierung werden dringende Probleme nicht gelöst, ja nicht einmal diskutiert. Eine Million Menschen in der Schweiz trinken bereits Trinkwasser, das die Grenzwerte überschreitet. Die Trinkwasserversorger schlagen Alarm. Der hohe Gehalt an Schadstoffen ist auch weitgehend verantwortlich für den Verlust der Biodiversität. Die Politik muss handeln. Doch das Parlament schafft es nicht, zusammen mit den Bauern eine Agrarreform anzupacken und verbindliche Absenkpfade für Pestizide und Stickstoffe vorzugeben. Der Bevölkerung bleibt deshalb einzig der Weg über die Annahme von Initiativen wie der Trinkwasser-Initiative und der Pestizid-Initiative, um die dringenden Probleme bezüglich Ökologie und Biodiversität anzugehen.

Ich bitte Sie, verzichten Sie auf die Sistierung, und geben Sie der Agrarpolitik 2022 plus eine Chance.

Nicolet Jacques (V, VD): Chère collègue Munz, vous avez dit dans votre plaidoyer que vous représentez 50 pour cent des agriculteurs. Comment pouvez-vous estimer que vous représentez 50 pour cent des agriculteurs actifs?

Munz Martina (S, SH): Vielen Dank für die Frage, Kollege Nicolet. Wenn Sie die Mitteilungen von Vision Landwirtschaft, der Kleinbauern und der Biobauern lesen, dann sehen Sie tatsächlich, dass alle diese Bauern



eine Agrarreform wollen. Das sind rund 50 Prozent der Landwirtschaftsbetriebe.

Strupler Manuel (V, TG): Kollegin Munz, Sie sind eine Verfechterin für ein Bioland Schweiz. Das ist uns allen klar. Aber Sie sprechen davon, marktgerecht zu produzieren. Geben Sie mir recht, wenn ich sage, dass der Marktanteil von Bioprodukten momentan bei rund 15 Prozent liegt? Das ist genau das, was wir in der Schweiz momentan an Bioprodukten produzieren. Geben Sie mir also recht, dass in der Schweiz kein Überangebot an Bioprodukten besteht? Genau deshalb wird jetzt Agrarpolitik für den Markt gemacht. Der Konsument müsste das ändern, aber sicher nicht die Politik.

Munz Martina (S, SH): Vielen Dank, Kollege Strupler, für diese Frage. Sie haben durchaus recht, die Margen auf den Label-Produkten sind viel zu hoch. Das gehen wir an – Sie haben vielleicht die Mitteilungen gelesen. Die Margen bei den Label-Produkten sind hoch, und weil die Konsumentinnen und Konsumenten preissensitiv sind, hat das eine Auswirkung. Ohne Agrarreform können Sie aber dieses Problem nicht anpacken.

von Siebenthal Erich (V, BE): Geschätzte Kollegin, war es in diesem Land nicht immer unsere Stärke, dass man mit den Betroffenen Lösungen sucht? Das müsste auch hier der Fall sein.

Munz Martina (S, SH): Herr Kollege, vielen Dank für diese Frage. Ja, sicher möchten wir zusammen mit den Betroffenen Lösungen suchen. Ich habe aber auch gesagt, dass rund 50 Prozent der Landwirtschaftsbetriebe anderer Meinung sind. Wie wir vorhin von Kollegin Badran gehört haben, werden im Hintergrund Deals gemacht, die nicht redlich sind.

Huber Alois (V, AG): Frau Kollegin Munz, Sie haben gesagt, die Biobauern seien für die AP 2022 plus. Können Sie sich vorstellen, dass ich als produzierender Biobauer dagegen bin?

Munz Martina (S, SH): Herr Kollege Huber, vielen Dank für diese Frage. Auch ich als SP-Mitglied bin nicht immer mit der SP einig. Genauso kann es Ihnen gehen, wenn Sie mit den Biobauern nicht einig sind. Aber die Biobauern haben auf ihrer Homepage eine klare Haltung zur AP 2022 plus.

Bendahan Samuel (S, VD): Je suis toujours surpris lorsque, dans les croyances populaires, on a tendance à opposer l'agriculture à la modernité, en imaginant l'agriculture comme quelque chose qu'on hérite du passé et qui est donc forcément passéiste, alors que l'avenir, ce sont simplement les technologies, les ordinateurs, l'intelligence artificielle, etc. En réalité, j'en suis convaincu, l'agriculture est quelque chose qui fait partie de l'avenir de notre pays. Et comme tout ce qui fait partie de l'avenir de notre pays, c'est quelque chose qui est résolument moderne. Mais pour devenir résolument moderne, il faut accepter de faire le pas de se moderniser. La politique agricole qui nous est proposée aujourd'hui fait des pas dans cette direction. Elle propose de discuter globalement la question de l'agriculture, et toutes les questions connexes, toutes les problématiques fondamentales qui touchent le monde agricole aujourd'hui.

Il est assez choquant de voir que des personnes refusent de se projeter dans la modernité en refusant d'ouvrir le débat. Nous pouvons comprendre les différences d'opinion, les discussions. Nous pouvons comprendre qu'il faille amender ou mieux comprendre la réalité du terrain de certaines personnes. Nous pouvons comprendre que rien n'est parfait dans le projet du Conseil fédéral. Ce qui n'est pas acceptable ici, c'est de refuser de discuter et de dire, comme certains représentants des agriculteurs, qu'ils refusent d'entrer en matière, alors que ce sont des débats qui font partie de ce qu'est la modernité de notre pays. La modernité de notre pays est évidemment une agriculture qui fait plaisir aux gens. Mais c'est aussi une agriculture au service de

AB 2021 N 496 / BO 2021 N 496

l'environnement, du bien commun de notre pays, et, aussi un peu, de la planète.

La politique agricole propose énormément de choses qui vont dans ce sens, allant de la réduction des pertes d'azote et de phosphore à la couverture sociale, à l'amélioration des conditions pour les conjoints, aux technologies innovantes, en passant par la transparence ou d'autres choses encore, comme la protection des eaux. Tous ces éléments sont fondamentaux. Ce sont des enjeux de base sur lesquels la population a des attentes. Il est inconcevable que certains milieux agricoles soient allés jusqu'à adopter une position contre-nature s'opposant à l'initiative "pour des multinationales responsables", cela juste pour refuser l'ouverture du débat sur la politique agricole.

Je vous en prie, renoncez à cette stratégie! Acceptez de discuter de la politique agricole. Mettons tout sur la table et proposons pour notre pays une agriculture moderne. La modernité, ce n'est pas laisser les gens en arrière. La modernité, y compris dans le secteur agricole, c'est de se demander comment les intérêts de



toutes les personnes – les habitants qui méritent d'être en bonne santé et de bien se nourrir, tout comme les paysans, qui sont aussi des habitants, et qui eux aussi ont droit à de bonnes conditions de travail, qui soient acceptables, et à un niveau de vie suffisant – peuvent être ménagés dans une nouvelle politique agricole.

En refusant d'ouvrir la discussion, nous ne favorisons qu'une seule catégorie de personnes, à savoir les gros producteurs, les représentants de l'agrobusiness. La capacité de l'agrobusiness à empêcher même d'ouvrir la discussion ici, dans notre conseil, dans notre Parlement, est, à mon avis, inacceptable!

Je vous invite donc à soutenir la proposition de la minorité Baumann, et à ouvrir la discussion.

Nous vous promettons, chers agriculteurs membres de notre conseil, que nous serons attentifs à ce que chaque personne dont le métier est de travailler la terre et de produire de quoi nourrir la population de notre pays puisse avoir une vie digne; car c'est une préoccupation que nous avons toutes et tous.

von Siebenthal Erich (V, BE): Geschätzter Kollege, Sie haben jetzt ein umfassendes Votum vorgetragen. Dass aber heute Mittag die meisten von uns irgendwo auch etwas essen wollen, dazu haben Sie nichts gesagt. Wie sieht es mit dem Selbstversorgungsgrad aus? Es kann ja nicht sein, dass er immer tiefer ausfällt. Was sagen Sie dazu? Das ist ja das Kernthema.

Bendahan Samuel (S, VD): Nous sommes les premiers à nous poser la question de ce que nous mettons dans notre assiette. Mais si nous voulons discuter de ce thème-là, il faut ouvrir le débat. La seule chose que je dis aujourd'hui, c'est que nous ne comprenons pas l'absence de volonté de discuter de la thématique de la politique agricole. C'est la seule chose. Je suis néanmoins prêt à discuter avec vous de cette question.

Ritter Markus (M-CEB, SG): Der Ständerat hat am 14. Dezember 2020 mit 28 zu 16 Stimmen entschieden, die Agrarpolitik 2022 plus mit den Entwürfen 1 bis 3 zu sistieren. Bei diesen Entwürfen reden wir vom Landwirtschaftsgesetz, vom Bundesgesetz über das bäuerliche Bodenrecht und vom Tierseuchengesetz. Dazu hat der Ständerat mit 30 zu 10 Stimmen das Kommissionspostulat 20.3931 gutgeheissen und damit die künftige Richtung der Agrarpolitik vorgegeben.

Am 21. August 2020 hat die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates in ihrer Medienmitteilung zur Agrarpolitik 2022 plus festgestellt, "dass die Vorlage des Bundesrates in ihrer derzeitigen Fassung nur negative Punkte enthält (zusätzliche und höhere Auflagen für die Landwirtschaft, geringere Direktzahlungen, Preisverluste und Einkommensrückgang, Rückgang des Selbstversorgungsgrades usw.) und der Landwirtschaft keine langfristige Perspektive bietet. Zudem seien die offenen Fragen im Zusatzbericht der Verwaltung nicht zufriedenstellend beantwortet worden. Das Postulat gebe dem Bundesrat die Möglichkeit, hier nachzubessern."

Dieser Beurteilung hat sich die WAK-N am 2. Februar mit 14 zu 11 Stimmen angeschlossen und hat ebenfalls die Sistierung beschlossen. Die Mitte-Fraktion unterstützt diese Haltung. Dafür waren nachfolgende zehn Punkte massgebend:

1. Es besteht kein dringender Handlungsbedarf für Anpassungen, nachdem die parlamentarische Initiative 19.475, "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", die umweltrelevanten Massnahmen der Agrarpolitik 2022 plus aufgenommen hat.
2. Die bestehende Agrarpolitik wird von der Landwirtschaft und der Bevölkerung getragen und bildet eine gute Grundlage. Sie ist noch nicht konsolidiert und auch nicht ausgewertet.
3. Keine einzige Stellungnahme verlangte Eintreten und Zustimmung zu den Entwürfen in der vorliegenden Form. Ich wiederhole: keine einzige Stellungnahme. Wer Eintreten verlangte, machte einen grossen Handlungsbedarf geltend, der in vielen Fällen diametral vom Entwurf des Bundesrates abwich.
4. Die Agrarpolitik 2022 plus bietet der Landwirtschaft keine langfristige Perspektive und Zielsetzung und ist in der aktuellen Fassung unausgereift.
5. Vorgaben der Bundesverfassung wie Artikel 104a, "Ernährungssicherheit", werden in der Agrarpolitik 2022 plus nicht umgesetzt. Mit der Agrarpolitik 2022 plus wird der Landwirtschaft bestes Kulturland entzogen, obwohl das agrarpolitische ökologische Flächenziel erreicht ist und vor allem qualitative Verbesserungen notwendig sind.
6. Der Bruttoselbstversorgungsgrad beträgt bei einer konstant wachsenden Bevölkerung im Jahr 2025 52 Prozent gegenüber 56 Prozent bei einer Fortführung der aktuellen Agrarpolitik. Die landwirtschaftliche Produktion wird mit der Agrarpolitik 2022 plus somit um mindestens 7 Prozent gedrosselt. Aktuell zeigen sich in der Corona-Krise deutliche Veränderungen. So mussten letztes Jahr 4800 Tonnen Butter zusätzlich importiert werden, um eine Unterversorgung zu verhindern. Ähnliches passiert auch beim Käse.
7. Für importierte Lebensmittel sollen weiterhin nur die lebensmittelrechtlichen Mindestanforderungen gelten. Die unterschiedlichen Produktionsmethoden im Pflanzenbau oder bei der Tierhaltung werden mit Verweis auf



WTO-Regelungen nicht berücksichtigt. Der Bundesrat will bei uns verbotene Produktionssysteme nicht einmal deklarieren lassen.

8. Mit dem vorliegenden Entwurf der Agrarpolitik 2022 plus will der Bundesrat den Zahlungsrahmen nicht erhöhen, sondern gar senken und gleichzeitig komplexe und produktionsverteuernde Massnahmen einführen.

9. Die Umsetzung der Massnahmen führt zu einem Produktionsrückgang, weshalb das Sektoreinkommen der Landwirtschaft um 265 Millionen Franken tiefer zu liegen kommt als bei einer Weiterführung der bisherigen Agrarpolitik. Somit entwickelt sich das Einkommen weniger gut bei einem Berufsstand, bei welchem bereits heute nur 20 Prozent der Betriebe den Vergleichslohn erreichen.

10. Auf Stufe Einzelbetrieb konnten die finanziellen Auswirkungen der geplanten Agrarpolitik 2022 plus nicht aufgezeigt werden. Es muss aber mit substanziellen Verschiebungen gerechnet werden. Für die Mitte-Fraktion ist nicht nachvollziehbar, dass es zu Mittelumverteilungen zwischen den Acker- und Spezialkulturbetrieben auf der einen Seite und den Grünlandbetrieben in der Berg- und der Hügelizeone auf der anderen Seite kommen soll. Vor allem die in der Schweiz standortgerechteste Produktionsmethode, die Grünland-Landwirtschaft mit Rindviehhaltung, ist die Verliererin der Agrarpolitik 2022 plus. Dies hält auch der Bundesrat auf Seite 4167 der Botschaft so fest. Diese Betriebe waren bereits mit der aktuellen Agrarpolitik 2014–2017 die Verlierer.

Die Mitte-Fraktion erachtet es auch als sehr bedeutend, dass der Bundesrat die Zeit der Sistierung nutzt, um die Grundlagen und Analyseergebnisse in der Botschaft für eine künftige Agrarpolitik zu überprüfen. Ich weise auf drei Punkte hin:

1. Die Aussagen in der Botschaft zur Zielerreichung bei den Umweltzielen Landwirtschaft stammen aus einem Postulatsbericht aus dem Jahre 2016 mit einer Datengrundlage aus

AB 2021 N 497 / BO 2021 N 497

dem Jahre 2013. Dabei wurden keinerlei Ergebnisse der Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017 berücksichtigt. Daher sind die Zahlen des Bundesrates in wesentlichen Teilen veraltet und nicht mehr aussagekräftig.

2. Der Bundesrat hat die Zahlen zu den Stickstoffüberschüssen aus der Landwirtschaft seit der Veröffentlichung der Botschaft am 12. Februar 2020 bis zur Zustellung eines Zusatzberichtes an die WAK-S von Anfang Juli 2020 bereits um 16 000 Tonnen nach unten korrigieren müssen. Das gängige Instrument zur Bemessung dieser Überschüsse, die Ospar-Methodik, ist eine Milchbüchleinrechnung und kann in dieser Form für Aussagen betreffend Stickstoffverluste nicht verwendet werden. Die innerlandwirtschaftlichen Prozesse müssen ebenfalls abgebildet werden können, was mit der Ospar-Methodik heute nicht möglich ist.

3. Die Nährstoffbilanz, die einzelbetrieblich jährlich zu erstellen ist, muss in verschiedenen Bereichen an die aktuellen Realitäten angepasst werden. Diesbezüglich hat die WAK-S bereits die Kommissionsmotion 21.3004 beschlossen, um dem Bundesrat einen entsprechenden Auftrag zu erteilen. Der Ständerat hat diese Motion bereits angenommen.

Zudem befinden sich in der Botschaft zur Agrarpolitik 2022 plus diverse Widersprüche, die vor einer Beratung durch das Parlament ausgeräumt werden müssen. Als Beispiel sei erwähnt, dass der Bundesrat mit den neuen Produktionssystembeiträgen im Anreizverfahren wichtige Ziele im Bereich der Risikoreduktion bei den Pflanzenschutzmitteln oder der Reduktion der Verluste von Stickstoff und Phosphor erreichen möchte. Gleichzeitig legt der Bundesrat auf Seite 4188 der Botschaft fest, dass diese Massnahmen im Bereich des Pflanzenbaus mit den Kriterien der Green Box der WTO kompatibel sein müssen und daher keine einkommensbildende Wirkung entfalten dürfen. Damit ist aber kein Anreizverfahren mehr möglich, und die gewünschte Wirkung entfällt. Die Mitte-Fraktion erachtet das Kommissionspostulat 20.3931 des Ständerates für die künftige Agrarpolitik als wegweisend und richtig. Ebenfalls unterstützt sie in diesem Sinne das ergänzende Kommissionspostulat 21.3015 der WAK-N. Die Mitte-Fraktion erachtet die Sistierung der Agrarpolitik 2022 plus mit beiden Postulaten als Chance, die künftige Agrarpolitik in eine Richtung zu lenken, die der Schweizer Landwirtschaft und damit unseren Bauernfamilien eine langfristige Perspektive gibt. Deshalb unterstützt die Mitte-Fraktion die Mehrheit und damit die Sistierung der Agrarpolitik 2022 plus bzw. der Entwürfe 1 bis 3.

Noch ein Wort an all jene, die mit der Agrarpolitik 2022 plus schneller vorwärts machen wollen: Diese müssen heute der Sistierung zustimmen. Wenn die Sistierung abgelehnt wird, geht das Geschäft zurück in den Ständerat und kommt dort in die Sommersession. Wenn der Ständerat festhält, ist die Sistierung definitiv beschlossen, und wir haben drei weitere Monate für die künftige Agrarpolitik verloren. Die Minderheit sollte sich hier der Mehrheit anschliessen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Décidément, on parle beaucoup de la politique agricole pour dire qu'on ne veut pas en parler!

Les Verts soutiennent de manière conséquente depuis des années une agriculture suisse familiale, forte et



de proximité. Par ailleurs, étant quelqu'un de pragmatique, je suis la première à rechercher des solutions de compromis qui se dégagent souvent des discussions quand on sait dépasser les stéréotypes. Mais, dans ce cas, la majorité d'entre vous ne souhaite pas mener ce dialogue. Elle s'oppose à travailler sur ce projet de politique agricole, comme notre Parlement a pourtant pour mission de le faire.

Les agriculteurs suisses ont une réaction épidermique chaque fois que la Confédération émet des exigences supplémentaires. Ils trouvent qu'ils en font déjà beaucoup et qu'ils ont assez de contraintes. Je les comprends. Et c'est vrai, la politique agricole est devenue une grosse machine. Mais les représentants des paysans, s'ils n'en ont pas la paternité, l'ont bien aidée à grandir: pour chaque exigence environnementale – nécessaire pour maintenir la pérennité des bases mêmes de la production agricole ou découlant d'une pression populaire –, pour chacune de ces exigences, l'Etat a dû payer. Nous avons un des systèmes de protection douanière les plus forts du monde, des paiements directs cinq fois plus élevés que nos voisins. Alors oui, la Suisse a une agriculture dirigée par l'Etat et la liberté entrepreneuriale se fait dans ce cadre. Le financement est élevé, mais pour de bonnes raisons: c'est le contrat social qui nous lie; c'est l'Etat, donc le contribuable, qui le finance, et c'est plus de 13 milliards de francs pour quatre ans. C'est ce contrat que vous remettez en question en nous enlevant le droit d'entrer en matière sur la Politique agricole 2022 plus, mais en voulant l'enveloppe financière qui y est reliée.

On pourrait faire "tabula rasa" et passer à un système avec un forfait et des standards imposés à tous, mais il faudrait se mettre d'accord sur ces standards. En attendant, notre instrument est la politique agricole. Vous ne pouvez pas, et là je m'adresse au lobby agricole dominant, en appeler à l'Etat quand il y a du gel, quand les prix du sucre baissent, quand une récolte est mauvaise, mais refuser son intervention quand il s'agit de diminuer l'impact environnemental de l'agriculture.

Car, dans le fond, ce sont ces améliorations environnementales que vous rejetez. Vous l'avez d'ailleurs exprimé lors de la consultation sur ce projet de politique agricole, et le Conseil fédéral en a même tenu partiellement compte. Si, dans un processus législatif, les articles ne nous conviennent pas, nous cherchons à les améliorer. Il n'est pas nécessaire de jeter aux orties des années de travail et de refuser ce débat législatif. Il n'est pas avisé, pour la faire évoluer, de geler la politique agricole.

Les Verts soutiennent beaucoup l'agriculture suisse au Parlement: droits de douane, avantages concurrentiels via la déclaration du mode de production des denrées importées, paiements directs, etc. Nous aurions soutenu dans ce projet de politique agricole un meilleur statut pour les partenaires d'exploitation: les femmes. Nous aurions soutenu l'assurance pour les récoltes, la diminution de la bureaucratie, l'aide aux technologies innovantes. Et nous nous serions battus – contre vous sans doute – pour plus d'écologie. Nous aurions aussi fait en sorte que la politique agricole nous rapproche d'autres objectifs qu'a la Suisse: les accords de Paris sur le climat, la Stratégie Biodiversité Suisse, la situation des femmes, la promotion de la recherche et de l'innovation.

Bref, nous aurions débattu et vous auriez fait entendre votre voix, de manière forte, comme d'habitude.

Alors devant quoi reculez-vous et pourquoi vous enlevez-nous la possibilité de débattre, alors que ce projet de réforme de la politique agricole est prêt et que nous sommes mûrs pour le débat? Et qu'allez-vous faire ces prochaines années face à ces améliorations nécessaires? Nous proposer des projets à part, selon la technique du "Rosinenpicken"? Ce n'est possible que pour un lobby puissant, mais l'image que cela donne n'est pas bonne. Et je pense, à titre personnel, que c'est dommage, car cela entame le capital sympathie de l'agriculture au sein de la population suisse.

Le postulat sur les perspectives agricoles futures est une bonne chose. Les Verts le soutiennent aussi. J'ai d'ailleurs proposé en commission une réflexion au sujet d'une plus grande promotion des circuits courts et de la vente directe, car ce marché est un potentiel pour l'agriculteur suisse, qui peut vendre son produit à sa juste valeur – reconnue par le consommateur et en lien direct avec lui –, et non subir le diktat de la grande distribution. C'est une demande qu'on entend souvent de la part des paysans et elle est compréhensible. Mais on peut le faire en parallèle, sans pour autant suspendre l'examen du projet de réforme de la politique agricole. Je m'adresse ici aussi au groupe libéral-radical qui, en validant une suspension de la politique agricole, accepte contre toute logique une enveloppe financière sans pouvoir parler du contenu ni poursuivre des réformes qu'il estimait lui aussi nécessaires jusqu'à aujourd'hui. Le groupe libéral-radical qui, finalement, suit Economie-suisse qui, après avoir combattu publiquement la suspension de la politique agricole, annonce désormais son soutien à cette tactique: le lobby agricole peut être contre l'initiative pour des multinationales responsables si le PLR est contre la PA 2022 plus. La population sera ravie d'entendre que le Parlement fait fi des faits et des

AB 2021 N 498 / BO 2021 N 498

explications du Conseil fédéral comme des experts pour suivre des accords de ce genre!





Les Verts ne veulent pas punir les familles paysannes en Suisse et ne peuvent donc s'opposer au crédit de 11 milliards de francs. Nous sommes en quelque sorte pris au piège. Nous nous abstiendrons majoritairement par acquis de conscience. Comme nous voulons vraiment pouvoir entamer les discussions sur la politique agricole, nous soutiendrons toute pression dans ce sens, comme le fait de limiter à deux ans les crédits afin de pousser à reprendre la discussion sur la politique agricole. Tant que nous ne discutons pas du fond, nous nous abstiendrons donc largement sur l'aspect financier.

Contre l'avis du Conseil fédéral, des cantons et des experts, le lobby agricole au Parlement a entraîné dans sa suite le monde paysan.

Le risque que vous prenez en refusant de débattre du fond, c'est d'offrir un boulevard aux initiatives populaires à venir. La population, via ses signatures, nous demande de nous atteler sérieusement à la diminution de l'utilisation des pesticides et de l'élevage intensif. C'est un jeu risqué d'enlever l'instrument de réponse que nous avons, la politique agricole. C'est d'ailleurs également l'instrument dont nous avons besoin pour mettre en oeuvre l'initiative parlementaire que nous venons de traiter à l'instant.

Les Verts vous encouragent donc à voter contre cette suspension, en faisant preuve de fierté démocratique et de cohérence politique.

Grin Jean-Pierre (V, VD): Madame Michaud Gigon, vous nous reprochez d'appuyer la proposition de suspension, mais vous savez que le projet du Conseil fédéral induit une baisse importante du taux d'autoapprovisionnement. Ne pensez-vous pas que les consommateurs et les consommatrices veulent consommer des produits suisses et non des produits importés? C'est une des raisons pour lesquelles nous souhaitons suspendre l'examen du projet, à savoir pour que notre taux d'autoapprovisionnement puisse être maintenu.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Monsieur Grin, je suis contente que vous posiez cette question, parce que c'est un argument qui revient dans beaucoup de prises de parole aujourd'hui, alors que si vous lisez le rapport complémentaire adressé à la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, vous verrez qu'il dit exactement l'inverse. Il dément d'ailleurs aussi certaines affirmations en ce qui concerne le revenu des paysans. Je ne comprends pas pourquoi vous ne lisez pas ce rapport.

Walti Beat (RL, ZH): Die FDP steht seit je und nach wie vor zu den Zielen einer multifunktionalen Landwirtschaft, wie sie in Artikel 104 der Bundesverfassung abgesteckt sind: Die Landwirtschaft soll einen wesentlichen Beitrag zur sicheren Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln leisten; sie soll auch einen Beitrag leisten zur Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen, zur Pflege der Kulturlandschaft und letztlich auch zu einer dezentralen Besiedelung des Landes. Es ist nicht schlecht, sich an diesen Grundsätzen dann und wann wieder einmal zu orientieren.

Die FDP unterstützt auch weiterhin – wie sie dies bisher getan hat – die Ergänzungen, die diese Verfassungsbestimmung erst kürzlich durch Artikel 104a erfahren hat. Diese wurden in einer Volksabstimmung mit den zitierten überwältigenden Mehrheiten angenommen, von denen Sie schon gehört haben. Hier weise ich gerne darauf hin, dass in Artikel 104a Litera c ausdrücklich die Ausrichtung auf den Markt und in Litera d auch die grenzüberschreitenden Handelsbeziehungen erwähnt sind, welche in ihrer Entwicklung zu berücksichtigen sind.

Mit der Agrarpolitik 2014, die auch heute noch im Wesentlichen die Grundlage unserer Agrarpolitik bildet, wurde ein grosser ordnungspolitischer Fortschritt erzielt. Die indirekten Subventionsmechanismen über die Preisstützung wurden durch direkte Subventionierungen, insbesondere Direktzahlungen, abgelöst. Die haben den Vorteil, eine wesentlich bessere Transparenz über die Transferleistungen herzustellen. Allerdings hat sich damit, besonders in den letzten Jahren, ein Dickicht von Vorschriften und Auflagen für die Subventionsberechtigten entwickelt, die sie zu erfüllen haben, um diese Ansprüche geltend machen zu können. Das führt dazu, dass das System im Betrieb ineffizient ist und für die Akteurinnen und Akteure auch die Anreize limitiert werden, sich marktkonform und nachhaltig zu verhalten. Damit ist ausgewiesen, dass es mittelfristig durchaus einen Handlungsbedarf gibt, diese Industriestrukturen in der Landwirtschaft weiterzuentwickeln.

Die FDP hat sich zur Vernehmlassungsvorlage im Jahre 2019 im Grundsatz positiv geäussert, weil diese in verschiedenen Bereichen Probleme aufgegriffen oder Themen adressiert hat, wo effektiv ein Handlungsbedarf besteht. Inzwischen hat sich die politische Welt aber auch weiterbewegt. Ein wesentlicher Teil dieser Inhalte ist in separaten Geschäften vorgezogen worden oder ist im politischen Prozess unterwegs. Soeben haben wir umfassend und intensiv über die Pestizid- und Nährstofffrage diskutiert. Dieses Geschäft ist auf der Zielgeraden. Ich rechne nicht damit, dass es abstürzt. Wir werden hier einen nützlichen Beschluss fassen.

Auch die Frage eines verbesserten Sozialversicherungsschutzes für Bäuerinnen und Bauern – ein wesentliches Thema der Vorlage Agrarpolitik 2022 plus – ist in einem separaten Geschäft adressiert, nämlich in der



Motion 20.4574. Diese Motion wurde im Ständerat eingereicht und hat sicher gute Chancen, Mehrheiten zu finden.

Der verbleibende Rest der Vorlage schöpft aber nach Meinung der FDP-Liberalen Fraktion die Chancen und Potenziale für eine nachhaltige Weiterentwicklung unserer Landwirtschaft nicht aus. Insbesondere wird die Chance verpasst, aus dem Teufelskreis von immer engmaschigerer Regulierung, erhöhter Bürokratie und dem Verlust unternehmerischer Freiräume auszubrechen und damit eben auch den im weiten und echten Sinne nachhaltigen Vorgaben von Artikel 104a der Bundesverfassung gerecht zu werden.

Was die Beurteilung auch wesentlich beeinflusst, ist das Postulat 20.3931, welches im Ständerat angenommen worden ist und eine Gesamtschau für die zukünftige Ausrichtung der Agrarpolitik fordert. Der Bericht zu diesem Postulat ist für nächstes Jahr in Aussicht gestellt worden. Aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion ist es nützlich, die dortigen Erwägungen abzuwarten und bei den Weichenstellungen im verbleibenden Rest der Agrarpolitik mitzuberücksichtigen, unabhängig davon, ob wir dann – was nicht ausschlaggebend ist – das Jahr 2022 oder 2024 schreiben.

Aus Sicht der FDP-Liberalen Fraktion überwiegen die Chancen, auf dieser Basis mit der Beratung einer neuen Agrarpolitik echte strukturelle Verbesserungen zu erreichen, welche eben auch den Bauern die Möglichkeit geben, sich unternehmerischer aufzustellen. Es ermöglicht auch, wie es im Postulat 20.3931 formuliert ist, der "Schliessung der Kreisläufe aller Nährstoffe" mehr Beachtung zu schenken und das Ziel zu verfolgen, den administrativen Aufwand für die Landwirtschaft und die Verwaltung beim Bund zu reduzieren.

Insgesamt geht es wirklich darum, nicht einfach immer noch mehr von dem zu produzieren, was wir in den letzten Jahren schon produziert haben, sondern da und dort auch aus eingefahrenen Pfaden herauszufinden. Ich mache mir keine Illusion, dass wir über die Ziele einer solchen Landwirtschaftspolitik grosse Einigkeit werden zelebrieren können. Es wird wahrscheinlich auch nicht die gleiche Mehrheit sein, die dann Änderungen beschliessen wird, wie diejenige, welche heute möglicherweise eine Sistierung zustande bringt. Nichtsdestotrotz ist dieser Ansatz aus liberaler Warte wichtig. Die Inputs aus diesem Postulatsbericht können sehr wichtig sein für die Beratung solcher Modifikationen.

In diesem Sinne empfehle ich Ihnen namens der FDP-Liberalen Fraktion, der Mehrheit und dem Ständerat zu folgen und die Sistierung zu unterstützen.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Wir beraten die Sistierung der Agrarpolitik. Seit Jahren, seit Jahrzehnten verspricht man uns eine Landwirtschaft, die im Einklang mit der Natur und der Erhaltung der Lebensgrundlagen ist. Die Verfassung verspricht es, der Bundesrat verspricht es, die Branche selber

AB 2021 N 499 / BO 2021 N 499

wirbt mit der intakten Natur für ihre Produkte. Die Realität ist aber eine andere: Wir subventionieren unsere eigene Umweltzerstörung. Wir subventionieren in diesem Land einen fortschreitenden irreversiblen Biodiversitätsverlust, ein Artensterben von Insekten, von Brutvögeln, von Fischen, das ungestoppt voranschreitet. Wir leisten uns eine Politik mit Anreizen, welche im Widerspruch zu unseren übergeordneten Zielen, zum Beispiel zu den Klimazielen, stehen. Die politischen Mehrheiten lassen das nicht nur zu, sie subventionieren es auch noch mit Steuergeldern.

Der Bundesrat hat mit der Botschaft zur AP 2022 plus eine ziemlich fortschrittliche und glaubwürdige Agrarpolitik skizziert, welche den dringlichen Handlungsbedarf in vielen Bereichen, insbesondere auch im Bereich der Ökologie, adressiert hätte. Wir möchten diese Botschaft verdanken. Der Ständerat ist darauf aber nicht eingetreten. Eine neue Agrarallianz aus Schweizer Bauernverband und Economiesuisse lehnt diese Botschaft mit einer abenteuerlichen Argumentation ab. Es ist offensichtlich gelungen, mit Tauschgeschäften Mehrheiten in der Politik zu befriedigen. Argumentiert wird zum Beispiel mit einer fehlenden Gesamtsicht. Verwunderlich ist einfach, dass teilweise dieselben Kreise und Personen, welche vor zwei Jahren eine Gesamtsicht verweigerten, jetzt mit der Begründung, dass eine Gesamtsicht fehle, die AP 2022 plus verschieben wollen. Kritisiert wurde, dass die Vorlage Import- und Handelsfragen nicht berücksichtige. Es waren aber genau dieselben Kreise, die 2018 die Gesamtschau des Bundesrates mit der Begründung zurückgewiesen haben, sie sei handelsorientiert und das sei nicht akzeptabel. Sie forderten eine Agrarpolitik zugunsten einer Produktion, die sich an rein schweizerischen Bedürfnissen orientiert. Das ist doch ungläubwürdig.

In der ständerätlichen Debatte wurde auch gesagt, es gebe Widersprüche in der Agrarpolitik. Das hat zum Beispiel Ständerat Noser in der Beratung ausgeführt. Statt dass wir jetzt diese Widersprüche auflösen würden – dort, wo es möglich ist, und was die Grünliberalen auch seit Jahren versuchen –, soll jetzt eine ganze AP sistiert werden. Dabei wären Ökonomie und Ökologie in den allermeisten Fällen in der Landwirtschaft kein Widerspruch, im Gegenteil, das ginge Hand in Hand.



Man wird den Bundesrat jetzt also eine neue Gesamtschau schreiben lassen. Die Vorzeichen werden sich aber nicht ändern, auch wenn die ganze Auslandsverflechtung mit einbezogen wird. Denn wir spritzen in der Schweiz nach wie vor zu viele und zu toxische Pestizide, und wir haben nach wie vor einen zu hohen Tierbestand. Dieser lässt sich schlicht nicht ernähren und hinterlässt übersäuerte und überdüngte Böden und eine abnehmende Biodiversität. Er steht zudem zu unseren übergeordneten Zielen, zum Beispiel zu den Klimazielen, einfach im Widerspruch. Diese Mängel kriegen wir weder mit dem Status quo noch mit einer Sistierung und auch nicht mit einem neuen Bericht bzw. einer Gesamtschau weg. Es ist eine Landwirtschaftspolitik, welche unabhängig von der Auslandskomponente keine Zukunft hat, schlicht deshalb, weil sie ihre eigenen Wirtschaftsgrundlagen schädigt.

Eine grosse Anzahl an Bauernbetrieben hat das erkannt. Immer mehr wenden sich von der Politik der Agrarlobby ab und fordern einen Nährstoffabsenckpfad, Pestizidreduktionen und vor allem auch eine Beratung dieser Agrarpolitik 2022 plus. Sie haben kein Interesse an einem Stillstand.

Diese schwierige Ausgangslage wird sich auch mit einem weiteren Bericht des Bundesrates nicht verbessern. Der Reformstau wird einfach noch einmal grösser. Bald wird es zehn Jahre her sein, dass wir das letzte Mal eine materielle Diskussion über die Agrarpolitik geführt haben. Die letzte Agrarpolitik wurde vor vier Jahren ausgesetzt, und die jetzige soll sistiert werden. Diese erneute Politikverweigerung lehnen wir ab.

Die grünliberale Fraktion wird der Sistierung des Ständerates nicht zustimmen, und ich bitte Sie, sich ebenfalls dagegen auszusprechen.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Frau Kollegin, Sie haben gesagt, die politischen Mehrheiten hier drin liessen dies zu. Ich weiss nicht, wie viele Dutzend Landwirtschaftsabstimmungen ich hier drin schon erlebt habe. Nie ging es so aus, wie es unsere Fraktionsmehrheit wollte. Ist es nicht viel eher so, Frau Kollegin, dass eben diese eigennützigen Interessenkonstellationen, die sich querbeet durch alle Fraktionen ziehen und bei denen es um sehr viel Geld geht, diese verfehlte Landwirtschafts- und Umweltpolitik zulassen? Können Sie Ihre Aussage betreffend politische Mehrheiten bitte korrigieren?

Bertschy Kathrin (GL, BE): In diesem Rat entscheiden die politischen Mehrheiten, und sie entscheiden sich für eine unökologische und nicht ökonomische Landwirtschaftspolitik. Wenn Sie das Stimmverhalten Ihrer Fraktion anschauen, dann können Sie selber beurteilen, wo sich Ihre Fraktion positioniert – ganz bestimmt nicht auf dem fortschrittlichen Weg.

Parmelin Guy, président de la Confédération: Beaucoup a été dit sur ce dossier: certains d'entre vous se sont livrés à un véritable réquisitoire sur le sujet, et d'autres, au contraire, à un plaidoyer en sa faveur. Je vais donc vous expliquer pourquoi le Conseil fédéral s'oppose à cette suspension et pourquoi je suis convaincu qu'elle n'est pas dans l'intérêt de l'agriculture suisse et qu'elle est même contre l'intérêt du pays en général.

Je commence par un bref aperçu de la politique agricole à partir de 2022. En septembre 2017, le peuple a accepté, à une large majorité, un nouvel article constitutionnel sur la sécurité alimentaire. Cet article 104a complète l'article 104 existant relatif à l'agriculture. Ce nouvel article se concentre sur la sécurité de l'approvisionnement à long terme. Il exige, entre autres, que les bases de la production agricole, par exemple un sol fertile, soient préservées, que la production de denrées alimentaires soit adaptée aux conditions locales, et que la production réponde aux exigences du marché. La PA 2022 plus propose des mesures concrètes dans ce domaine.

Les attentes de la société à l'égard de l'agriculture évoluent au fil du temps. Avec la PA 2022 plus, les conditions-cadres de la politique agricole seront adaptées de manière à ce que l'agriculture puisse répondre à ces attentes. L'agriculture ne peut cependant pas vivre en ne tenant compte que du bon vouloir de la population. Elle doit être en mesure de générer un revenu suffisant. Le Conseil fédéral envisage, à cet effet, une vaste stratégie de création de valeur ajoutée.

Notre agriculture constitue, y compris avec la mise en oeuvre de la PA 2022 plus, le pilier central pour l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires. Avec la PA 2022 plus, nous voulons soutenir l'agriculture suisse dans son rôle de pionnière en matière de durabilité, tout en lui permettant d'assurer sa mission concernant l'approvisionnement de notre population.

J'aborderai brièvement les principaux points de critique qui ont contribué à la décision du Conseil des Etats de suspendre la Politique agricole 2022 plus. On a en particulier avancé que le revenu agricole et le degré d'autoapprovisionnement diminueraient avec la PA 2022 plus.

Je tiens d'abord à préciser que le revenu agricole continuera d'augmenter avec la PA 2022 plus. Toutefois, l'augmentation prévue sera légèrement inférieure à celle résultant de la poursuite de la politique actuelle. Le revenu par exploitation augmentera davantage que le revenu agricole. Avec la PA 2022 plus, il y aura une



légère diminution par rapport à la référence, certes, car les mesures prises dans le domaine des éléments fertilisants et des pesticides entraîneront une légère diminution de la production et une légère augmentation des coûts – qui sera en grande partie compensée par la création de valeur au sein du secteur. Le revenu par exploitation agricole augmentera même d'environ 18 pour cent d'ici 2025. L'aide totale par exploitation passera à 77 000 francs d'ici 2025, et les paiements directs par exploitation à 56 000 francs. On voit qu'il y a ici un soutien affirmé à l'agriculture de la part des contribuables.

La Confédération n'a qu'une responsabilité partielle en matière de revenu agricole. Le secteur a également une responsabilité à assumer en ce qui concerne la création de chaînes de valeur, et il appartient aux agricultrices et aux agriculteurs

AB 2021 N 500 / BO 2021 N 500

de faire preuve d'esprit d'entreprise, ce qu'ils sont très nombreux à faire tous les jours.

En ce qui concerne le taux d'autoapprovisionnement, il est vrai que, selon les modèles, il va légèrement diminuer. Cependant, nous savons aussi que ces modèles surestiment toujours le déclin, car ils ne peuvent pas refléter l'apport du progrès technologique. Comme je l'ai déjà expliqué, le Conseil fédéral est guidé par le concept de sécurité alimentaire tel qu'il est défini dans notre Constitution. Le degré d'autoapprovisionnement n'est pas le bon critère pour cela. Avec le projet PA 2022 plus, nous assurons à long terme l'approvisionnement de la population en maintenant les bases de production.

L'article 104a – puisqu'il a été cité à de multiples reprises ici – a inscrit dans la Constitution un concept global pour la sécurité alimentaire, avec l'objectif de permettre d'assurer un système alimentaire durable. Pour mémoire, il exige la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles, une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales, utilisant les ressources de manière efficiente, une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché, des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire et une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources.

L'objectif de l'article 104a n'est donc pas de maximiser à court terme la production indigène, mais d'assurer à long terme l'approvisionnement en denrées alimentaires. C'est pourquoi l'article ne demande pas de taux d'autoapprovisionnement minimum.

Au chiffre 9.3 du message sur la PA 2022 plus, le Conseil fédéral montre comment le mandat constitutionnel est mis en oeuvre dans le cadre de la PA 2022 plus et, ce faisant, il se fonde sur les explications pour le vote et sur le rapport à l'intention de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, tel qu'il était proposé au moment où nous avons voté sur le nouvel article 104a de la Constitution.

Beaucoup de choses se sont passées depuis que le Conseil fédéral a adopté le message sur la Politique agricole 2022 plus. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats a élaboré un projet mettant en oeuvre son initiative parlementaire sur la réduction des risques liés à l'utilisation des pesticides. Ledit projet a été complété par la suite, il couvre désormais également l'objectif de réduire les excédents de nutriments. Nous l'avons vu ce matin, la procédure d'élimination des divergences n'est pas totalement terminée. La mise en oeuvre de l'initiative parlementaire 19.475 apporte néanmoins une alternative crédible aux initiatives populaires qui seront soumises à la population en juin prochain.

Cependant, les mesures visant à réduire l'utilisation des pesticides et les excédents de nutriments sont précisément les mesures qui entraînent une réduction du taux d'autoapprovisionnement en fonction des modèles. Et une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et des éléments fertilisants, sur le court terme, n'est pas possible sans effets négatifs sur la production. La plupart des mesures de la Politique agricole 2022 plus seront désormais mises en oeuvre dans le cadre des modifications légales découlant de l'initiative parlementaire 19.475. La justification de la suspension du projet de Politique agricole 2022 plus n'est donc plus valable.

Pour mémoire, ce paquet est complet et contient aussi des mesures de soutien, des mesures d'accompagnement. La politique agricole est en effet fondée sur une conception globale qui comprend non seulement la durabilité environnementale mais prend aussi en considération des aspects sociaux et économiques. Ma crainte, si le projet de mise en oeuvre de l'initiative parlementaire était définitivement adopté et que la Politique agricole 2022 plus était suspendue, serait qu'il en découle un déséquilibre dans notre politique agricole. Avec la suspension du projet, différentes mesures économiques et sociales prévues dans le paquet ne pourraient pas être mises en oeuvre. Il s'agit entre autres des mesures suivantes: la promotion de nouvelles formes de production telles que l'aquaculture ou l'élevage d'insectes; les contributions temporaires pour la réduction des primes des assurances récoltes; la poursuite du développement des mesures d'améliorations structurelles; le renforcement des services de conseil, de la recherche et de la promotion de l'innovation; l'amélioration du



statut de conjoint dans le droit foncier rural; davantage d'esprit d'entreprise grâce à la réglementation des personnes morales dans le droit foncier rural.

Traiter la PA 2022 plus serait également un signal fort au regard des deux initiatives populaires qui vont être soumises au peuple et aux cantons au mois de juin prochain. L'agriculture suisse démontrerait ainsi qu'elle évolue en permanence en fonction des attentes de la société et qu'elle entend conserver son rôle de leader mondial. C'est un signal important invitant au rejet de ces initiatives extrêmes.

Je dois tout de même constater qu'il y a un nombre extrêmement important d'interventions parlementaires qui visent à repêcher l'un ou l'autre des éléments de la PA 2022 plus, ce qui, soit dit en passant, prouve que le projet n'est pas aussi mauvais que certains veulent bien le dire. Le Conseil fédéral a reçu des demandes de différents milieux pour savoir s'il ne serait pas possible de mettre en oeuvre telle mesure de manière individuelle. M. le conseiller national Bourgeois demande par la voie d'une motion la mise en oeuvre d'une assurance récolte. Mme la conseillère nationale de Montmollin et Mme la conseillère aux Etats Gapany demandent la mise en oeuvre de l'amélioration de la couverture sociale des conjoints. La même demande est formulée par M. le conseiller national Nicolet, etc. Cela montre que la suspension, aujourd'hui, n'a plus aucun sens.

Je voudrais également commenter brièvement le postulat 20.3931 de la CER-E sur l'orientation future de la politique agricole. Si vous regardez objectivement ce qu'il y a dans ce paquet, vous constatez que la plupart des exigences de ce postulat sont couvertes par la PA 2022 plus, notamment le maintien du taux d'autoapprovisionnement, la fermeture des cycles de tous les éléments fertilisants, la simplification et l'augmentation de la liberté entrepreneuriale. C'est précisément entre ces différents objectifs que la PA 2022 plus vise à trouver un certain équilibre.

La transformation de la politique agricole en une politique globale visant à promouvoir une alimentation saine et la production durable de denrées alimentaires peut être envisagée dans une phase ultérieure. Cependant, je dois quand même faire un retour dans le temps. Je vous rappelle que mon prédécesseur a présenté ici, à cette tribune, devant votre conseil, une vue d'ensemble telle qu'elle est demandée par le postulat. C'est le Parlement, en l'occurrence le Conseil national, qui a rejeté cette proposition et qui a chargé le Conseil fédéral de se limiter exclusivement à la politique agricole intérieure.

J'aimerais encore dire un mot sur la charge administrative, qui a été plusieurs fois évoquée. Dans la majorité des domaines, c'est l'application concrète, au niveau des ordonnances, qui a une influence sur la charge administrative réelle. Chaque fois que c'est envisageable, nous essayons de mettre en oeuvre des simplifications, ceci de manière cohérente. L'échelonnement des paiements directs, l'exécution du droit foncier rural, par exemple, seront plus simples. A l'échelon des ordonnances, des mesures courantes sont simplifiées. Un grand pas a été fait, aussi, avec l'introduction d'un système de contrôle basé sur les risques, pour les contrôles agricoles, depuis le 1er janvier 2020. Cela devrait diminuer le nombre de contrôles de 15 à 20 pour cent.

La grande partie des mesures prévues dans la PA 2022 plus a été développée, il faut le souligner, en collaboration avec la branche, dans le cadre de nombreux groupes de travail, afin de prendre en compte ses préoccupations quant à la mise en oeuvre. A l'avenir, la numérisation pourra aussi être développée et utilisée pour encore faciliter la mise en oeuvre et l'efficacité.

Avec la PA 2022 plus, vous avez maintenant la possibilité, en plus des aspects environnementaux que vous avez transférés dans le projet issu de l'initiative parlementaire discuté auparavant, de discuter des éléments économiques et des éléments sociaux dans une perspective globale. Cela vous évitera d'avoir à les traiter hors contexte, dans le cadre

AB 2021 N 501 / BO 2021 N 501

d'interventions parlementaires individuelles. Vous pourrez ainsi discuter de préoccupations justifiées telles que l'amélioration de la couverture sociale des agricultrices.

En résumé, je vous demande, au nom du Conseil fédéral, de ne pas suivre le Conseil des Etats et de rejeter la suspension des projets 1 à 3 de la Politique agricole 2022 plus. Ce faisant, vous donnez au Conseil des Etats non seulement la possibilité, mais aussi la responsabilité, de faire une nouvelle fois une appréciation de la situation, et ceci après avoir pris connaissance du contenu effectif, quasi définitif, du projet mettant en oeuvre l'initiative parlementaire 19.475. C'est un élément essentiel qui devrait objectivement l'inciter à revoir sa position et à traiter le paquet PA 2022 plus. L'initiative parlementaire et le paquet PA 2022 plus se complètent parfaitement. Ils apportent cette vue globale que certains d'entre vous appellent de leurs vœux.

Ritter Markus (M-CEB, SG): Sehr geschätzter Herr Bundespräsident, am 7. März 2017 diskutierten wir hier den direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit". Ihr Vorgänger, Bundesrat Johann Schneider-Ammann, sagte hier: "Wenn man 60 Prozent einer Säule zuweisen kann, nämlich der einheimi-



schen Produktion, dann ist das mit jeder Sicherheit das dominante Element. Das wird gepflegt und ausgebaut, und das ist wesentlichst für unsere Unabhängigkeit. Es darf kein Zweifel daran sein, dass wir das erreichen wollen." (AB 2017 N 220) Es dürfe kein Zweifel daran sein – Herr Bundespräsident, ich habe jetzt Zweifel! Sie haben in Ihrer Botschaft noch einen Bruttoselbstversorgungsgrad von 52 Prozent ausgewiesen. Bei uns Bauern zählt der Handschlag etwas, und wenn ein Bundesrat etwas sagt, was zum Rückzug einer Initiative führt, dann glauben wir das. Hätten wir das nicht tun sollen?

Parmelin Guy, président de la Confédération: Je ne sais pas si c'était une question, mais je veux bien répondre. Je viens de démontrer, je crois suffisamment longtemps, que l'article constitutionnel et les déclarations qui ont été faites à cette tribune avaient été faites dans une perspective à un certain moment. Maintenant, nous avons un projet, un article constitutionnel auquel le projet se réfère, avec, je l'ai expliqué, des nuances entre un taux d'autoapprovisionnement et l'assurance de la sécurité alimentaire. Mesdames et Messieurs, c'est la sécurité alimentaire qui est importante!

Et je crois qu'il faut aussi le dire à cette même tribune: avec ce projet, avec l'initiative parlementaire 19.475 de la CER-E, "Réduire le risque de l'utilisation de pesticides", que vous allez, j'espère, concrétiser tout soudain, nous aurions quelque chose de solide pour convaincre la population que l'intérêt général est la durabilité, contrairement aux deux initiatives populaires – pour une eau potable propre, pour une Suisse libre de pesticides de synthèse – qui, si elles étaient acceptées, auraient des conséquences désastreuses sur le taux d'autoapprovisionnement et sur la sécurité alimentaire, que ce soit à court, à moyen ou à long terme – et là vous n'auriez pas de perspective.

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Ich möchte auf zwei Punkte eingehen, die in den Voten angesprochen wurden:

1. In einigen Voten wurde suggeriert, die Entwicklung sei blockiert. Wir haben in diesem Saal und auch in der Kommission für Wirtschaft und Abgaben mehrere Vorlagen behandelt, bei welchen die Weiterentwicklung sehr wohl sichtbar ist. Einerseits beim Absenken Pflanzenschutzmittel: Hierzu hat die Branche selber zugestimmt. Die Halbierung des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln wurde jetzt gesetzgeberisch in die parlamentarische Initiative des Ständerates eingegossen. Andererseits bei der Senkung des Antibiotika-Einsatzes: Dem stimmt die Branche zu, und auch da hat sie eigene Programme entwickelt. Dies alles haben wir auch hier in diesem Saal mitverfolgen können, und wir haben gesehen, was sich da bewegt. Zum vorangegangenen Traktandum: Wir haben vorhin die parlamentarische Initiative zur Senkung des Risikos von Pestizideinsätzen behandelt. Sie ist in der Schlussphase und kommt in dieser Session zur Schlussabstimmung. Hier geht es einerseits um die Pestizide, andererseits auch um die Nährstoffreduktion. Hier zu behaupten, man bewege sich nicht, entspricht nicht den Tatsachen.

2. Es wurde suggeriert, die Landwirtschaft produziere nicht, was verlangt wird. Wenn Sie die letzten Jahre oder auch kürzlich in die Landschaft geschaut haben, dann sehen Sie sehr wohl, dass sich die Landwirtschaft bewegt und das produziert, was der Markt will. Sonst müssen Sie die Marktberichte lesen und schauen, wo in der Schweiz wie viele Lebensmittel benötigt werden und wie viel die Schweizer Landwirtschaft produziert. Wenn Sie auch gehört haben, dass man selbst jetzt Butter importieren muss, nachdem man vor Jahrzehnten noch von Butterbergen gesprochen hat, dann sehen Sie, dass die Landwirtschaft nicht am Markt vorbei produziert. Im Gegenteil, man müsste wieder mehr produzieren können in der Schweiz.

Dies einfach zwei Punkte, die ich aufgrund der Referate hier in diesem Raum noch erwähnen wollte.

de Montmollin Simone (RL, GE): Cher collègue Müller, notre Parlement est unanime quant à la nécessité de trouver rapidement une solution pour réformer la politique agricole afin de rassurer et les milieux de la production, et la population, et les milieux environnementaux. Vous allez présider la Commission de l'économie et des redevances à partir de la fin de l'année jusqu'à la fin de la législature. Est-ce qu'en tant que futur président de la commission, et en cas de suspension de ce projet de réforme, vous pouvez vous engager à ce qu'elle soit traitée avant la fin de la législature?

Müller Leo (M-CEB, LU), für die Kommission: Frau Kollegin, eines können Sie mir abnehmen: Ich werde dieses Projekt vorantreiben, sobald wir es im Parlament haben. Dabei kommt es auf den heutigen Entscheid an. Dann kommt es darauf an, wann der Bundesrat den Bericht vorlegt. Wenn der Bericht in Kürze vorliegt, wird das Geschäft im Ständerat behandelt. Wie ich dessen Kommission für Wirtschaft und Abgaben kenne, behandelt sie die Geschäfte speditiv. Wenn es zu uns kommt und ich – so Gott und andere wollen – Kommissionspräsident bin, werde ich das Projekt natürlich vorantreiben, damit wir es wenn möglich noch in dieser Legislatur behandeln können. Aber das liegt nicht allein in unseren Händen, das ist so.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Frühjahrssession 2021 • Zwölfte Sitzung • 16.03.21 • 08h00 • 20.022
Conseil national • Session de printemps 2021 • Douzième séance • 16.03.21 • 08h00 • 20.022



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.022/22651)

Für den Antrag der Mehrheit ... 100 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 95 Stimmen

(1 Enthaltung)

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

AB 2021 N 502 / BO 2021 N 502

